

ACCUSE DE RECEPTIOND'UNE DECLARATION D'ETABLISSEMENT DANGEREUX,
INSALUBRE OU INCOMMODE de 3ème CLASSE

(Application de la loi du 19 Décembre 1917)

Le Préfet du Département de Seine-et-Marne,

accuse réception à la Société FRANECO S. A. R. L.
dont le siège social est 1, rue de la Réale Paris 1er
~~département~~

de sa déclaration en date du 18 novembre 1970

concernant l'installation à MONTTHON, lieudit "La Solerette", route nationale 330, d'un dépôt de 1 750 kg de propane ne devant subir aucun transvasement.

Ce dépôt alimentera un groupe électrogène destiné au chauffage et à l'éclairage de locaux à usage de bureaux.

Cet établissement est rangé dans la 3^e classe des Etablissements dangereux, insalubres ou incommodes, et compris sous le N° 211 B II b de la nomenclature annexée au décret N° 58-451 du 15 Avril 1958.

Par application de la loi du 19 Décembre 1917, modifiée, M. Société FRANECO

devra se soumettre aux prescriptions générales ci-jointes déterminées pour les Etablissements de la catégorie dont il s'agit ainsi qu'aux prescriptions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Le présent accusé de réception a trait uniquement à l'ouverture d'un établissement classé. Eventuellement, le déclarant aura à se pourvoir auprès des autorités compétentes pour obtenir toutes autorisations nécessaires (notamment celles relatives aux permis de construire et à l'occupation du domaine public).

Si l'établissement n'est pas ouvert dans le délai de trois ans à partir de la déclaration ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'industriel devra faire une nouvelle déclaration.

Destinataires :

- Société FRANECO
- le Sous-Préfet de Meaux
- le Maire de Monthyon
- le Directeur Départemental du Travail et de la Main d'Oeuvre
- l'Inspecteur des Ets classés de Meaux
- l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

MELUN, le 20 novembre 1970

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
le Directeur de l'Administration
Générale et de la Réglementation,

P. ROUSSEL

Un exemplaire du présent récépissé sera déposé en mairie pour être communiqué sur place aux personnes intéressées.